

Burkina Faso  
Unité – Progrès – Justice

Ministère de l'Economie, des Finances  
et de la Prospective

Secrétariat général

Institut national de la statistique et de  
la démographie



# **Les comptes nationaux annuels**

**(Année 2020)**

## Résumé de l'activité économique de l'année 2020

### Une légère hausse de la croissance économique en 2020 (+2,0%)

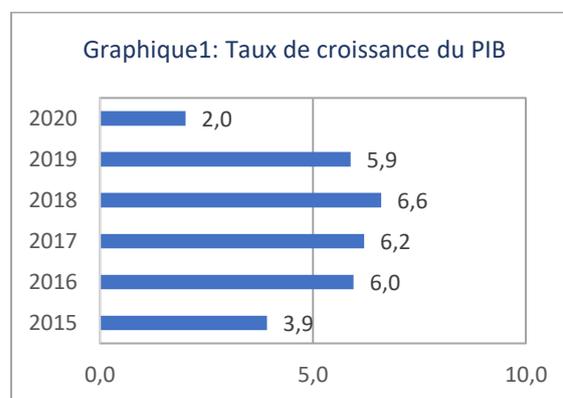
L'activité économique du Burkina Faso a connu une faible croissance en 2020 en raison des crises sécuritaires et sanitaires. Le produit intérieur brut (PIB) en volume chaîné aux prix de 2015 a légèrement augmenté de 2,0% en 2020 après une croissance de 5,9% en 2019.

Du côté de la demande, cette croissance repose principalement sur la hausse considérable des exportations en volume (+11,9%), leur permettant ainsi de contribuer à la croissance du PIB à hauteur de 3,5 points. L'augmentation des exportations est plus importante que celle des importations (+1,5%). Cette amélioration du solde de la balance commerciale, de +287,1 milliards de FCFA en valeur, a contribué à la croissance de 3,0 points. La consommation finale a légèrement diminué de 0,8% en 2020 après une hausse de 5,0% en 2019 et contribue négativement à la croissance (-0,7 point). Les investissements ont connu une baisse de 1,5% après une hausse de 11,2% en 2019 ce qui induit une contribution négative à la croissance en 2020 (-0,3 point).

Du côté de l'offre, la croissance est principalement imputable au secteur secondaire (+2,7 points de croissance) dont la valeur ajoutée a connu une hausse en volume de 9,9%. Il est suivi par le secteur primaire dont la valeur ajoutée a augmenté de 1,0% et

qui contribue à hauteur de 0,2 point à la croissance du PIB. Le secteur tertiaire quant à lui, contribue négativement à la croissance (-1,1 point de croissance). Cela s'explique par le fait que la valeur ajoutée en volume de certaines branches ait connu une baisse en raison des effets de la pandémie de la Covid-19. Il s'agit des administrations publiques (-7,1%) ainsi que celle des branches « Transport et entreposage » (-2,8%) et « informations et communication » (-1,3%).

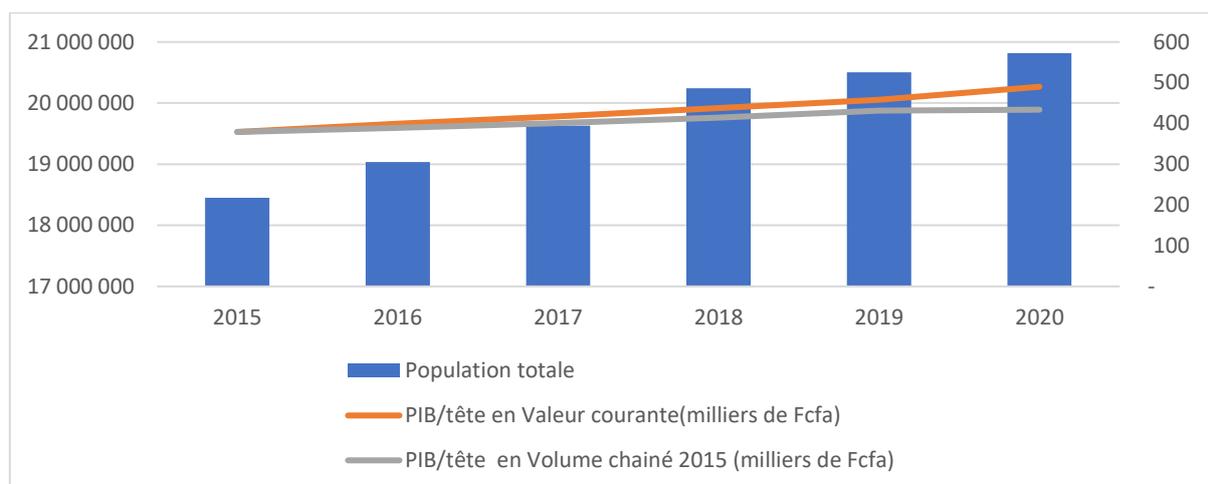
Le pouvoir d'achat des ménages croît de 6,3% en 2020. Quant à l'épargne financière des ménages, elle passe de 16,5% en 2019 à 18,9% en 2020. Le taux de marge des sociétés non financières passe de 71,9% en 2019 à 78,8% en 2020. Celui des sociétés financières augmente de 3,5 points de pourcentage par rapport à celui de 2019 (37,8%).



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

Le PIB nominal par tête tout comme le PIB réel par tête est en nette augmentation. En 2020, le PIB réel par tête s'élève à 433 803 FCFA et le PIB nominal par tête à 490 068 FCFA.

Figure 1 : Évolution du PIB par tête (en milliers de FCFA) et de la population



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

L'économie mondiale enregistre un recul de la croissance. En effet, le taux de croissance économique chute en 2020 (- 3,1%) , après une hausse de 2,8% en 2019. La baisse du taux de croissance est plus importante dans les pays avancés que dans les pays émergents et ceux en développement qui enregistrent un taux de -2,1%.

Dans les pays avancés, l'activité économique baisse de 4,5% en 2020, en raison des effets de la pandémie de la Covid-19 sur la croissance potentielle mais aussi le ralentissement de la croissance démographique et le vieillissement de la population. Si la baisse de la croissance aux Etats-Unis (- 4,3%) est proche de celle constatée pour l'ensemble des pays avancés, la contraction est plus importante pour la zone Euro qui enregistre un taux de croissance estimé à -8,3%.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique a diminué de 3,3% en 2020. La Chine enregistre une croissance positive de 1,9% en raison des perspectives meilleures par rapport aux autres pays (réouverture de la majorité des provinces du pays dès avril 2020).

En Afrique Subsaharienne, la croissance chute de 3,0% en 2020 après une hausse de 3,2% en 2019. Cette baisse est plus forte dans les pays exportateurs de pétroles touchés par la faiblesse des cours.

Dans la zone CEDEAO, après une hausse de 3,3% en 2019, la croissance économique de l'année 2020 est passée à -2,7%. Cette baisse est un peu plus importante au Nigéria (-4,3%) qui a été exposé à la fois aux effets de la pandémie et de la baisse du cours du pétrole. L'activité économique se contracte encore plus en Afrique du Sud avec un taux de croissance du PIB estimé à -8,0%.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2020 et décembre 2021

### 1. Évolution de l'offre

#### 1.1. Évolution globale de l'offre

##### *Un ralentissement de la croissance économique en 2020 (+2,0%)*

L'économie Burkinabè croît de 2,0% en 2020 contre 5,9% en 2019 soit une régression de 3,9 points de croissance.

Cette situation s'explique par une croissance des activités économiques dans le secteur secondaire. En particulier, le secteur secondaire contribue de 2,7 points à la croissance impulsée par une évolution en volume de 9,9% en 2020 contre 9,5% en 2019. Ce dynamisme est la résultante d'une forte croissance dans les branches de l'extraction (+12,4%) et de la construction (+17,1%).

Le secteur primaire a connu une croissance en volume faible de 1,0% en 2020 après une baisse de -0,5% en 2019. Cela s'explique par la faible performance de l'agriculture qui a contribué à 0,2 point à la croissance.

Quant au secteur tertiaire, il enregistre une chute de croissance (-2,3%) en 2020 après une forte croissance de 8,0% en 2019.

En termes de structure du produit intérieur brut, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante. Il représente 43,4% de la valeur ajoutée totale. Le secteur secondaire occupe 29,6% et le secteur primaire 18,0% de la valeur ajoutée totale en 2020.

#### 1.2. Évolution sectorielle de l'offre

##### *Une amélioration de l'activité du secteur secondaire (+9,9%)*

Les activités dans le secteur secondaire ont connu une croissance successive de 9,5% en 2019 et 9,9% en 2020. Cette accélération du rythme de l'activité économique est imputable au secteur de l'extraction qui a réalisé une performance de 12,4% après une récession de 7,1% en 2019. Cette situation s'explique par une forte amélioration des activités d'extraction d'or qui a connu une progression de 15,4% en 2020 après une chute de l'activité (-10,0%) en 2019.

Les autres sous-secteurs du secondaire ont également marqué de fortes progressions. Il s'agit des activités manufacturières (+4,8%) avec une contribution à la croissance du PIB de 0,5 point. Au niveau des activités manufacturières, la transformation des produits minéraux a connu une croissance de 64,8% après une récession de 57,6% en 2019. Par ailleurs, le sous-secteur des BTP a connu un ralentissement de sa croissance. Ce sous-secteur affiche une croissance évaluée à 17,1% en 2020 alors qu'elle était de 89,5% en 2019. La contribution du secteur des BTP à la croissance économique est estimée à 0,5 point en 2020. Concernant le sous-secteur « Électricité-eau-assainissement », l'activité économique a connu une croissance de 8,7% en 2020 après un recul de l'activité de 3,2% en 2019.

### ***Une croissance timide du secteur primaire (+1,0%)***

La valeur ajoutée du secteur primaire croit de 1,0% en 2020 après une récession de 0,5% en 2019.

En 2020, la valeur ajoutée du sous-secteur de l'agriculture a connu une croissance de 1,6%. Cette situation est expliquée par la performance de l'agriculture hors égrenage de 3,9% et une contreperformance observée au niveau de l'égrenage estimée (-33,1%) contribuant négativement (-0,3 point) à la croissance du PIB. De même, la sylviculture et la chasse contribuent négativement à la croissance du PIB (-0,1 point) avec un recul de l'activité (-3,2%).

### ***Une chute de la croissance du secteur tertiaire (-2,3%)***

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a connu une baisse de 2,3% en 2020 entraînant une contribution négative dudit secteur à la croissance économique (-1,1 point). Le niveau de l'activité économique dans ce secteur est imputable à la baisse du rythme de l'activité économique dans les administrations publiques (-7,1%) avec une contribution négative de 1,6 point. En revanche, les autres sous-secteurs du tertiaire ont enregistré des contributions positives. En effet, les services financiers et d'assurances, les activités professionnelles et les services d'hébergement et de restauration ont réalisé des contributions à la croissance respectives de 0,2 point et 0,1 point pour chacune des deux dernières branches.

Contrairement aux secteurs primaire et secondaire, le secteur tertiaire contribue négativement à la croissance en 2020.

Tableau 1 : Évolution sectorielle de la valeur ajoutée

	Évolution du taux de croissance en volume (en pourcentage)			2020		
	2018	2019	2020	Prix courant (en milliards de FCFA)	Prix Volumes chaînés à partir de 2015, (en milliards de FCFA)	Contribution à la croissance du PIB (en %)
<b>Secteur primaire</b>	<b>8,6</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1 827,8</b>	<b>1 796,6</b>	<b>0,2</b>
Agriculture	11,2	-2,9	1,6	1 364,9	1 239,4	0,2
<i>Agriculture hors égrenage de coton</i>	12,5	-1,6	3,9	1 338,7	1 228,0	0,5
<i>Égrenage de coton</i>	-9,0	-25,3	-33,1	26,2	28,0	-0,3
Élevage	-1,3	7,6	0,5	267,3	379,3	0,0
Sylviculture et chasse	6,8	4,8	-3,2	161,5	145,0	-0,1
Pêche et aquaculture	5,1	4,9	5,3	34,0	33,9	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>9,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,9</b>	<b>3 006,6</b>	<b>2 499,1</b>	<b>2,7</b>
Activités extractives	13,1	-7,1	12,4	1 603,0	921,6	1,6
<i>Extraction de minerais d'or</i>	10,9	-10,0	15,4	1 495,1	792,4	1,8
<i>Autres activités extractives</i>	0,5	16,9	-22,4	57,4	63,1	-0,2
<i>Prospection minière et autres activités de soutien</i>	116,3	2,7	0,5	50,4	54,3	0,0
Activités manufacturières	7,2	2,9	4,8	1 023,4	923,7	0,5
<i>Agroalimentaire</i>	10,3	7,9	6,1	731,4	636,6	0,4
<i>Fabrication de textiles et articles d'habillements</i>	3,7	1,1	4,2	106,8	109,8	0,0
<i>Fabrication de produits minéraux</i>	9,7	-57,6	64,8	31,6	32,0	0,2
<i>Autres industries manufacturières</i>	-1,6	0,9	-9,8	153,7	135,6	-0,2
Électricité - Eau – Assainissement	10,6	-3,2	8,7	91,6	63,5	0,1
Construction	5,2	89,5	17,1	288,6	581,6	0,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>5,1</b>	<b>8,0</b>	<b>-2,3</b>	<b>4 586,3</b>	<b>3 870,9</b>	<b>-1,1</b>
Commerce et réparation	3,2	6,8	1,1	893,7	810,2	0,1
Transport et entreposage	-9,9	9,7	-2,8	128,6	98,4	0,0
Hébergement et restauration	0,2	2,7	4,3	217,5	222,7	0,1
Information et communication	6,5	10,9	-1,3	249,4	261,4	0,0
Services Financiers et assurances	0,5	0,6	14,1	186,2	170,8	0,2
Activités immobilières	8,6	3,3	1,2	510,7	491,4	0,1
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de soutien et de bureau	16,2	7,9	7,4	136,8	122,5	0,1
Services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels	6,3	10,4	-7,1	2 263,4	1 701,3	-1,6
<b>Total</b>	<b>7,1</b>	<b>6,4</b>	<b>2,0</b>	<b>9 420,6</b>	<b>8 187,0</b>	<b>1,9</b>
Impôts et taxes nets sur les produits	2,0	0,9	1,7	781,7	869,7	0,2
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,6</b>	<b>5,9</b>	<b>2,0</b>	<b>10 202,3</b>	<b>9 064,7</b>	<b>2,0</b>
Écart statistique (écart de chaînage)					28,4	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

## 2. Évolution de la demande

### 2.1. Évolution globale de la demande

#### ***La demande intérieure, principal facteur du ralentissement de la croissance de l'économie burkinabè***

La baisse de la croissance économique enregistrée en 2020 est due principalement à un rétrécissement de la demande intérieure (-1,0%) contre une hausse de 6,7% en 2019. En effet, la baisse de la demande intérieure a contribué à un recul de la croissance économique en entravant sa progression d'un point.

La principale composante du PIB demeure la consommation finale qui représente 81,2% du PIB. En effet, elle a entravé la croissance du PIB en contribuant de -0,7 point à la croissance (contre une contribution de 4,5 points en 2019) et a connu une hausse de 6,7% en 2020 (contre une faible hausse de 0,3% en 2019).

Le taux de croissance des investissements a connu une baisse de 1,5% en 2020 (après une hausse de 11,2% en 2019) contribuant négativement à la croissance du PIB (-0,3 point) en 2020.

Les exportations nettes ont contribué de 3,0 points à la croissance du PIB en 2020 contrairement à 2019 où la contribution est de 1,1 point. Cette situation est due à une embellie de la croissance des exportations (+11,9%) et une faible hausse des importations (+1,5%) en 2020.

Tableau 2 : Évolution des différentes composantes de la demande globale

	Evolution en volume au prix constant de 2015			2020		
	2018	2019	2020	Prix courant en milliard de F CFA	Prix constant de 2015 en milliard de FCFA	Contribution à la croissance
<b>(1) Consommation finale</b>	<b>3,5</b>	<b>5,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>8164,3</b>	<b>7361,9</b>	<b>-0,7</b>
Dont : Ménage	2,5	3,7	2,2	5810,3	5549,2	1,3
Admiration Publique	7,9	12,4	-9,0	2018,4	1543,3	-1,9
ISBSLM	0,4	-0,4	-3,8	335,5	279,6	-0,1
<b>(2) Investissement (21) + (22) + (23)</b>	<b>10,8</b>	<b>11,2</b>	<b>-1,5</b>	<b>1750,9</b>	<b>2135,1</b>	<b>-0,3</b>
Dont : (21) Formation Brute de Capital Fixe	8,6	14,9	6,4	1811,6	2196,5	1,2
(22) Variation des Stocks	51,3	-36,3	-167,0	-62,7	-70,5	-1,5
(23) Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	13,5	3,1	7,6	2,0	1,5	0,0
<b>(3) Exportations nettes (31) - (32)</b>	<b>-11,2</b>	<b>15,6</b>	<b>-32,7</b>	<b>287,1</b>	<b>-478,4</b>	<b>3,0</b>
(31) Exportations	15,2	0,1	11,9	3242,0	2625,8	3,5
Dont : Biens	17,2	-1,7	13,4	3011,7	2378,4	3,6
Services	-3,1	20,6	-2,8	230,2	240,9	-0,1
(32) Importations	8,5	3,4	1,5	2954,9	3104,3	0,5
Dont : Biens	9,8	2,5	1,7	2567,4	2703,4	0,5
Services	0,5	9,0	0,4	387,4	402,4	0,0
<b>PIB = (1) + (2) + (3)</b>	<b>6,6</b>	<b>5,9</b>	<b>2,0</b>	<b>10202,3</b>	<b>9064,7</b>	<b>2,0</b>
Ecart statistique (écart de chainage)					<b>46,1</b>	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

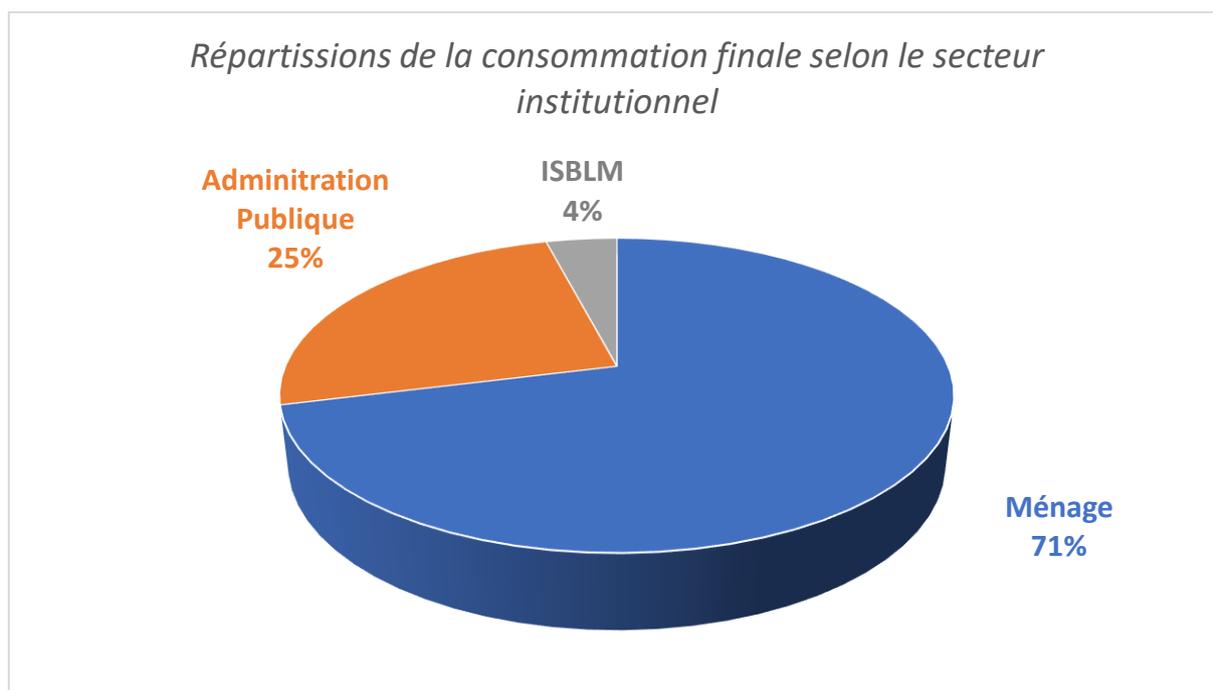
### 2.1.1. La consommation finale

#### *Une baisse des dépenses de consommation finale*

Les dépenses de consommation finale reculent en volume en 2020 (-0,8%) après une hausse (+5,4%) en 2019. Cette baisse a réduit la croissance du PIB de 0,7 point de pourcentage. De même, la part des dépenses de consommation finale dans le PIB a été marquée par une baisse continue, elle est passée de 83,9% en 2018 à 81,2% en 2020 avec une part moyenne de 82,9% sur la période 2018 à 2020.

La progression des dépenses de consommation finale est due à un effet conjugué d'un recul de la consommation finale des administrations publiques (-9,0%), celle des ISBLM (-3,8%) et d'une hausse de celle des ménages (+2,2%). En termes de structure, la consommation finale des ménages représente 71,0% des dépenses de consommation globale, alors que celle des administrations publiques et des ISBLM représente respectivement 25,0% et 4,0% des dépenses de consommation totale.

Figure 2 : Répartitions de la consommation finale selon le secteur institutionnel



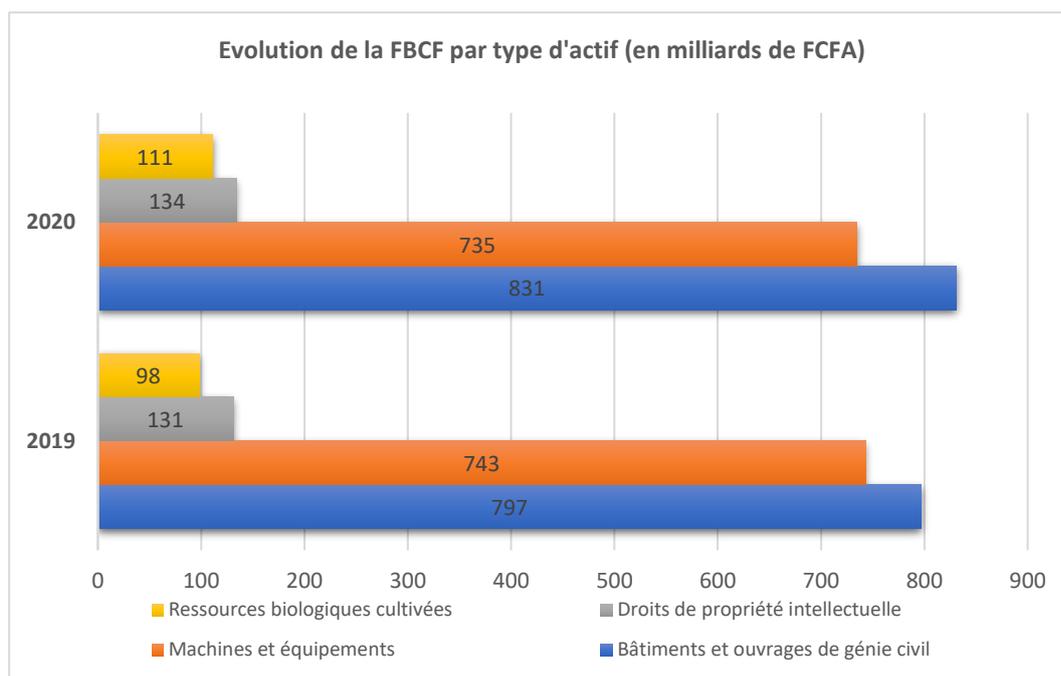
Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

### ***Une décroissance des investissements***

Après une série de cinq années consécutives de croissance depuis 2015, l'investissement s'est décliné en 2020 de 1,5%. Cette décroissance s'explique par la forte baisse du volume des stocks qui chute de 167,0% entraînant ainsi une contribution négative des dépenses d'investissement à la croissance du PIB (-0,3 point en 2020 contre 2,4 points en 2019).

Par ailleurs, la structure de la formation brute de capital fixe n'a pas changé entre 2019 et 2020. En effet, les bâtiments et les ouvrages de génie civil demeurent le type d'actif le plus investi, suivi des machines et équipements. Au bas de l'échelle, nous retrouvons les ressources biologiques cultivées. Ces ressources incluent les ressources animales ainsi que les arbres, végétaux et plantes fournissant une production de façon répétée.

Figure 3 : Formation brute de capital fixe par type d'actif, Valeurs courantes (en millions de FCFA)



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

## 2.1.2. Les échanges avec l'extérieur

### *Une nette amélioration des termes de l'échange*

En 2020, les termes de l'échange se sont considérablement améliorés. Cette amélioration est le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs dont une baisse des prix à l'importation couplée à une augmentation de ceux à l'exportation. En effet, les prix à l'importation ont baissé de 0,5% alors que ceux des exportations ont connu une augmentation de 5,4%.

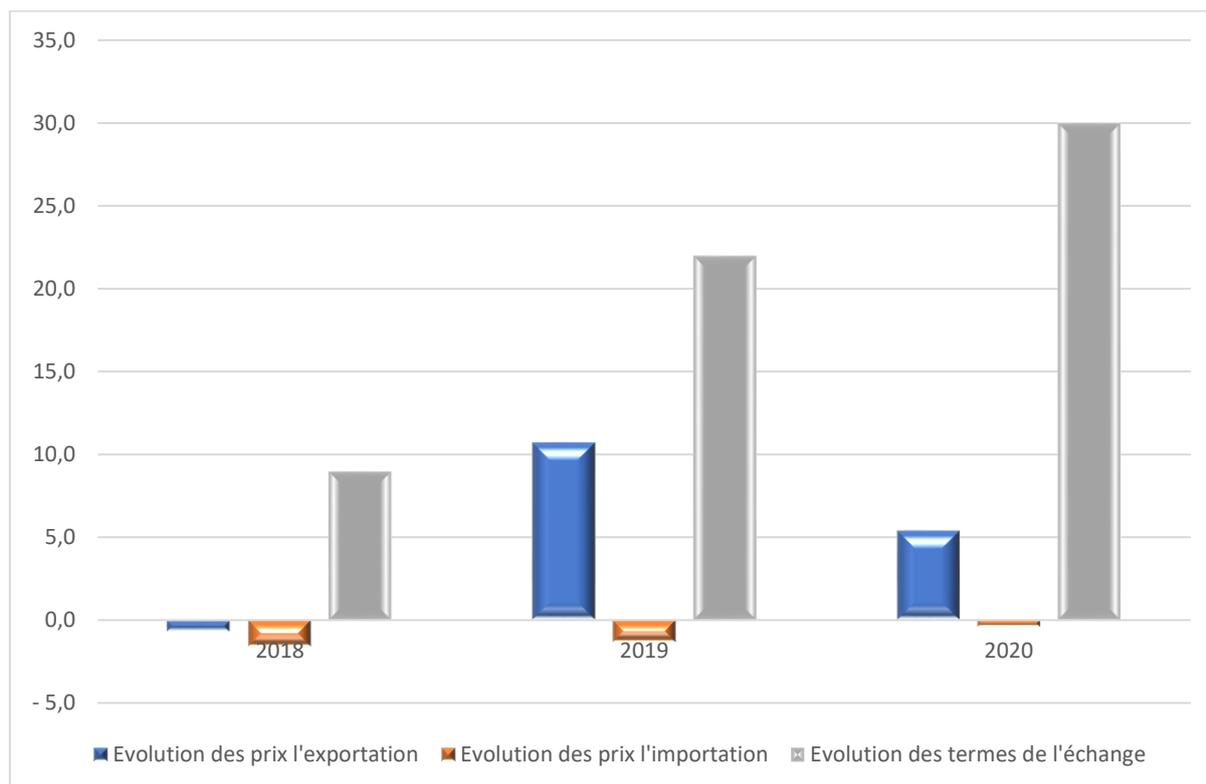
La baisse des prix à l'importation est due en grande partie à la baisse des prix des produits pétroliers raffinés (-0,8%) et à la baisse des prix des produits pharmaceutiques et chimiques importés (-2,0%) qui font partie des principaux produits importés. Les prix de plusieurs autres produits ont également connu des baisses (machines et équipements, information et communication, etc.).

La hausse des prix à l'exportation provient essentiellement quant à elle de la hausse des prix à l'exportation des produits de l'extraction minière (+9,1%) qui constitue le principal produit d'exportation du pays (74,5% des exportations).

Les termes de l'échange sont restés croissants ces trois dernières années. En effet, après une hausse (+9,0%) en 2018, ceux-ci ont connu une forte croissance en 2019 (+22,0%) avant d'atteindre 30,0% en 2020.

La figure ci-après montre l'évolution des termes de l'échange entre 2018 et 2020.

Figure 4 : Évolution des termes de l'échange entre 2018 et 2020.



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

### 3. La formation des prix

#### *L'inflation est restée inférieure à la norme communautaire sur la période 2013 à 2020*

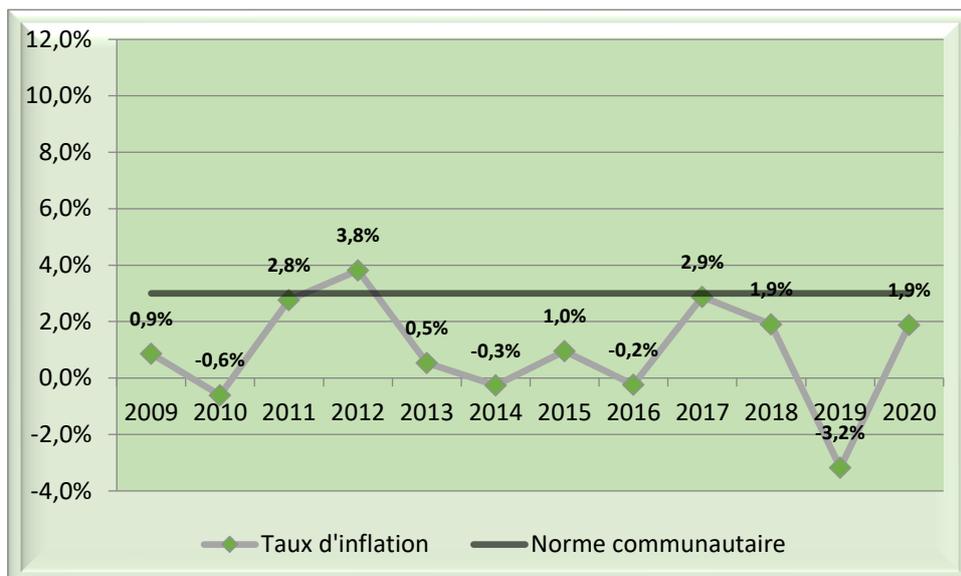
Le niveau général des prix est en hausse de 1,9% en 2020 au Burkina Faso après une baisse de 3,2% en 2019. La même évolution des prix avait été enregistrée en 2018. Depuis 2013, l'inflation au Burkina Faso demeure maîtrisée en restant inférieure à la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3,0%.

L'inflation en 2020 s'explique principalement par une augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées qui accusent une hausse de 3,7%. On note également une contribution importante de la fonction « Enseignement » à l'inflation en 2020 avec une hausse de 2,1% des prix.

Cette hausse des prix des produits alimentaires est imputable à l'insuffisance de l'offre face à la demande, à la suite de la limitation des importations en provenance de la Chine et d'autres pays d'Asie. Cette limitation est liée aux mesures prises par le gouvernement et certains pays partenaires (en particulier la Chine) pour contenir la pandémie de covid-19.

L'augmentation des prix dans les précédentes fonctions est contrebalancée par une baisse relative des prix dans les fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-1,5%), « Transport » (-0,5%) et « Loisir et culture » (-0,1%).

Figure 5 : Évolution du taux d'inflation entre 2009 et 2020.



Source : INSD, INHPC, base 2014

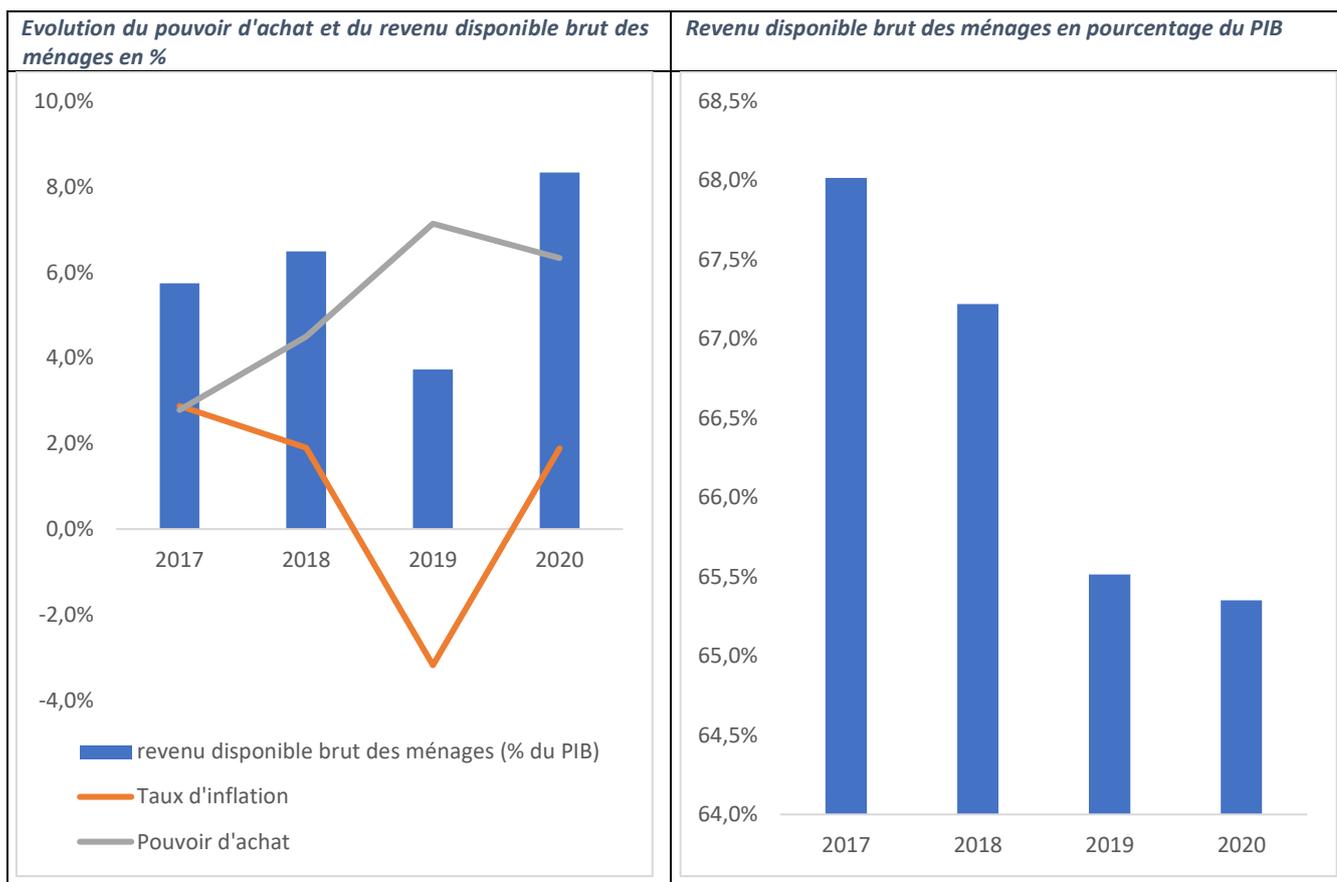
#### 4. Le pouvoir d'achat et le revenu disponible des ménages

De façon globale, le niveau du revenu disponible brut des ménages a connu une hausse de 8,3% en 2020 par rapport à l'année 2019, en s'améliorant de 513,1 milliards de CFA. Cette performance est une résultante d'une hausse de 0,5% observée au niveau de la rémunération des salariés conjuguée avec une évolution des transferts courants (+15,0%).

Cependant, relativement au PIB, une tendance à la baisse du revenu disponible brut des ménages est observée entre 2017 et 2020.

L'analyse du niveau de revenu disponible brut des ménages par rapport à l'indice harmonisé des prix à la consommation permet de mettre en exergue une hausse maintenue du pouvoir d'achat réel des ménages, même si l'intensité de cette hausse connaît un léger recul depuis 2018. En 2020, le niveau réel du pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 6,3% contre 2,8% en 2017.

Figure 6 : Évolution du pouvoir d'achat et du revenu national disponible brut des ménages



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

## 5. La situation financière des sociétés

***Les taux d'investissement des sociétés non financières (SNF) se détériorent en 2020.***

Le taux d'investissement indique la part de la valeur ajoutée brute utilisée pour les investissements. Il s'agit de la formation brute de capital fixe (FBCF) exprimée en pourcentage de la valeur ajoutée (VA) créée au cours du processus de production. Le taux d'investissement a enregistré une baisse de 1,1 point en 2020 par rapport à 2019 et s'établit à 17,8% en 2020. Plus spécifiquement dans le secteur des sociétés non financières ce taux d'investissement est passé de 27,2% en 2019 à 25,9% en 2020. Cette baisse de l'investissement des SNF de l'année 2020 est liée beaucoup plus à la baisse de l'investissement en matériels de transport (-21,8%) et en Équipements TIC (-15,3%).

Le taux de marge rend compte de ce qui reste à disposition des entreprises pour rémunérer le capital et investir une fois les rémunérations salariales déduites. Il est mesuré par le rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée (VA). Le taux de marge des SNF évolue de 71,9% en 2019 à 78,8% en 2020 avec le taux d'autofinancement (rapport entre l'épargne sur l'investissement) qui fait un bond significativement positif. Ainsi il passe de 67,7% en 2019 à 126,0% en 2020. Cette situation s'explique par la baisse significative du niveau d'investissement en 2020 des SNF et la

hausse du taux d'épargne (au rapport entre l'épargne et le revenu disponible brut). Ce dernier passe de 18,4% en 2019 à 32,6% en 2020.

Quant à la part de la rémunération salariale sur la valeur ajoutée des SNF, elle est de 23,1% en 2020 contre 27,7% en 2019.

Comparativement aux années qui précèdent 2019 le taux d'investissement des sociétés financières est resté faible sur les deux années consécutives avec un taux de 1,3% en 2019 et une légère hausse du taux en 2020 (+4,0%). Tandis que le taux d'épargne des SF reste très élevé (164,3%) ; Ainsi, cet état de fait a entraîné une hausse exceptionnelle de leur taux d'autofinancement. Quant au taux de marge, il baisse de 3,5 points par rapport à celui de 2019 (37,8%).

La part de la rémunération salariale sur la valeur ajoutée des SF connaît une régression de 3,1 points de pourcentage. Elle passe de 57,1% en 2019 à 54,0% en 2020.

## 6. La situation des administrations publiques

### *Une détérioration du solde du compte de capital et une hausse de la dette publique*

Évalué à 264,8 milliards de FCFA en 2019, le besoin de financement des administrations publiques s'est détérioré pour se situer à 320,6 milliards de FCFA en 2020 soit une hausse de 21,1%. Cette situation s'explique notamment par l'augmentation plus que proportionnelle des dépenses totales par rapport aux recettes totales et dons.

Les dépenses totales et prêts nets ont en effet augmenté de 14,8% pour se situer à 2 500,0 milliards de FCFA alors que les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1 975,3 milliards de FCFA soit une hausse de 5,0%.

Le taux d'investissement des administrations publiques s'est également décri en 2020 par rapport en 2019 (41,9% en 2020 contre 48,3% en 2019).

Quant à la dette publique, son encours s'est creusé davantage pour s'établir à 4 734,8 milliards de FCFA, en augmentation de 19,8% par rapport à fin décembre 2019. Il faut noter que cet accroissement de l'encours de la dette est imputable aussi bien à sa composante intérieure qui a progressé de 641,3 milliards de FCFA (+32,1%) qu'à celle extérieure, en hausse de 168,2 milliards de FCFA (+8,3%).

Le taux d'endettement est ainsi estimé à 46,8% en 2020 contre 42,2% en 2019 soit une augmentation de 4,6 points.

## Equipe de travail

---

<b>Directeur Général :</b>	<b>Boureima OUÉDRAOGO</b>
<b>Directeur Général Adjoint</b>	<b>Bernard BÉRÉ</b>
<b>Directeur des Statistiques et des Synthèses Économiques :</b>	<b>B. François RAMDÉ</b>
<b>Chef de Service des Comptes Economiques et des Analyses Macroéconomiques :</b>	<b>Pousga Dieudonné SAWADOGO</b>

---

### Équipe de rédaction :

*Fati ZOURÉ*

*Wendéyidé KABORÉ*

*Moussa TRAORÉ*

*B. Ferdinand NEYA*

*Bawomo NEZIEN*

*Arsène NABI*

*Israël SAWADOGO*

*A. Boris ADITOUA*

*Marie Christelle ZONGO*

*Henriette SOMDA*

*Abdoul Fatass BONKOUNGOU*

*Bassirou DLANDA*

*Frédéric LAMY*

*Thomas OUÉDRAOGO*

---

### Équipe de collecte :

*Maliki OUÉDRAOGO*

*Elysée KABORÉ*

*Marguerite SAWADOGO*

*Yacouba KOEFI*

*Ibrahim OUÉDRAOGO*

*Sibiri SÉBÉGO*

# COMPTES NATIONAUX ANNUELS

DSSE /SCEAM /2024 /01

Janvier 2024